

Compte-rendu de la commission commune Démocratie Locale & Participation
lundi 21 janvier 2019
17h30

Présents : Christian Choquet (UQ Malherbe), Pierre Dutel (UQ Malherbe), Geneviève Madaule (UQ Centre Gares), Henri de Choudens (UQ Championnet Hoche Condorcet Bonne), Pierre Louis Serero (UHCentre Ville), Pierre Jacquier (UQ Centre Gares), Jean-Luc Besançon (UQ Abbaye Jouhaux)

1) Manifeste

2) Grand Débat National

Manifeste :

Première expression d'une intention politique à l'échelle de notre intercommunalité ; on arrive au bout d'un processus mais il n'y a toujours pas de véritable projet politique métropolitain. Nous disposons d'un Manifeste, projet pour une cité métropolitaine, qui a un côté catalogue de bonnes intentions ni hiérarchisées ni priorisées. Pour l'instant, on ne peut pas dire que cela soit à l'agenda du débat public local.

Grand Débat National

C'est pourquoi, cette démarche, lancée par l'Etat, en réponse au mouvement social dit des « Gilets Jaunes » paraît à la Commission comme une opportunité et cela d'autant plus si l'on considère l'engagement et l'action permanente de nos deux associations.

La Commission a ensuite débattu des modalités d'intervention.

Il apparaît souhaitable d'inviter nos unions de quartier et nos associations d'habitants à s'exprimer au travers des cahiers de doléances mis en place par les communes.

Ensuite se pose la question de l'expression collective.

Quelques constats :

Structuration territoriale inachevée et inaboutie au travers des lois MAPTAM et NOTRe (découpage des communes à revoir, raisonner plutôt en terme de bassin de vie)

Silence sur la place de l'habitant dans le projet de territoire

Il demeure l'enjeu de faire aboutir la revendication de reconnaissance légale et politique que les politiques publiques reposent aujourd'hui sur trois pieds d'égale valeur et d'égale importance :

Maîtrise d'ouvrage

Maîtrise d'œuvre

Maîtrise d'usage

La Commission propose au CLUQ et à LAHGGLO de circonscrire notre intervention dans le Grand Débat National aux questions « Démocratie Locale et Participation » c'est-à-dire les questions

citoyenneté et organisation des pouvoirs publics, en nous appuyant sur les travaux depuis 12 ans de la Commission.

Il est proposé une démarche selon deux axes.

1). Fonction pédagogique : à propos de la Métropole et des communes (articulation, compétences) : une ou plusieurs rencontres

a) évaluer l'existant et de son usage

identifier ce qui ne fonctionne pas et ce qui fonctionne pour étayer un bilan

b) proposer des modifications

. donner un avis, assurer un suivi (comment outiller)

. proposer des solutions

2) Proposer une structuration de la participation du quartier à la Métropole en passant par l'inter-quartier et la commune

. place de l'habitant

. valeur donnée à sa parole

. parole discutée en tant que telle (réponse à la séance suivante)

. à quel moment du processus la parole de l'habitant est-elle sollicitée ? Peut-elle modifier ou entrer dans une décision ?

. création d'un instance de suivi

. Place de l'information : base de la discussion (contenu, moment de sa diffusion,...)

Bien informés les habitants sont des citoyens ; mal informés, ils sont des sujets. Alfred Sauvy

La question de la formation de l'habitant aux affaires publiques se pose (relations avec l'Université,...)

Il existe deux options :

Réaliser un document de proposition (à déposer sur le site Internet du Grand Débat National)

Organiser une réunion publique

Une troisième possibilité se dessine : élaborer quelques propositions comme base d'un débat public.

Une réserve forte : aujourd'hui on observe une absence de sérénité voire de l'agressivité et de la tension dans le débat public.

Il est envisagé de contacter Jean Tournon et Alain Faure.